



**Ambassade de France
au Japon**

**Discours de l'Ambassadeur de France au Japon
M. Bernard de Montferrand
à l'occasion du Symposium du Groupe Afrique de Tokyo
UN House, Tokyo
13 mai 2003**

**"The contribution of G8 in the implementation of NEPAD and the
realization of infrastructure projects."**

Je vous voudrais d'abord remercier le groupe des ambassadeurs africains de Tokyo de m'avoir invité aujourd'hui, et vous dire combien je suis honoré de m'exprimer après le président Wade, qui a été l'un des cinq initiateurs du NEPAD et qui est, l'un des symboles de la volonté de renouveau du continent Africain.

En introduction, je ferai trois remarques :

A - Ma première remarque portera sur la nature du G8.

Sur ce qu'il est : le G8 est un organe informel de concertation de pays qui ont une place majeure dans l'économie mondiale (60% du PIB mondial) et qui ont conscience de leurs responsabilités. Il est un rendez-vous important de la vie internationale qui peut jouer un rôle utile de prise de conscience, de coordination et d'impulsion.

Le G8, en revanche, n'est ni une organisation internationale ni un directoire du monde. Lorsqu'il s'agit de prendre des mesures concrètes, ce sont les organisations internationales compétentes (FMI, Banque Mondiale, ONU, organisations régionales) qui décident. Le Président Chirac l'a réaffirmé récemment : " le G8 est légitime à condition de rester à sa place ".

La France souhaite d'ailleurs qu'à Evian, le G8 revienne à sa vocation première, soit un forum de concertation et de dialogue informel dont le but est de souligner des enjeux et de créer des dynamiques.

Ce n'est que cela, mais c'est déjà beaucoup.

**B - Ma seconde remarque portera sur le moment politique
auquel se situe le G8.**

Nous cherchons aujourd'hui avec difficulté à créer une véritable société internationale plus juste et solidaire, dans laquelle chaque pays s'exprime et prend part à la décision. Cette approche multilatérale constitue la meilleure façon de légitimer les décisions et de faciliter leur mise en œuvre. Ce G8, malgré toutes les différences de sensibilité qui

peuvent exister, s'inscrit dans cette perspective. Son soutien au NEPAD, qui symbolise une nouvelle conception de la vie internationale en Afrique est donc naturel.

C - Ma troisième remarque aura trait à la conjoncture économique.

Il n'est pas possible de parler de l'Afrique de façon isolée. L'Afrique est un continent en crise dans une économie mondiale en crise. C'est pourquoi elle bénéficiera du message d'unité et de confiance que la France souhaite voir adresser par les membres du G8 aux acteurs économiques mondiaux lors de la réunion d'Evian. Ce signal de confiance doit s'exprimer par des engagements concrets que peuvent prendre les pays du G8 en matière financière et de réforme structurelle pour améliorer la situation économique du monde.

1- Pourquoi l'Afrique est-elle au premier rang de l'ordre du jour du G8 d'Evian ?

1.1 - Le G8 d'Evian prend le relais d'un processus existant.

Je rappelle que ce processus a commencé au Sommet d'Okinawa en 2000, par une initiative sous présidence japonaise. Les responsables du G8 y ont lancé un dialogue avec les responsables africains. Il a conduit à l'accord du Sommet de Gênes en 2001 sur un nouveau partenariat entre le G8 et l'Afrique, fondé sur la " Nouvelle Initiative pour l'Afrique / New Africa Initiative (NAI) " puis sur son successeur le NEPAD. A Kananaskis, en 2002, les responsables du G8 ont adopté un Plan d'Action pour l'Afrique en soutien du NEPAD. La France souhaite que cette prise de conscience et cette dynamique soient poursuivies et que le sommet d'Evian examine le début de mise en œuvre du plan d'action pour l'Afrique.

1.2 - L'économie africaine est en retard.

Je ne vous rappellerai pas les chiffres de la part de l'Afrique subsaharienne dans le PIB mondial, dans les flux internationaux de l'investissement et dans le commerce mondial. Ils montrent une économie en retard, dont les performances diminuent au lieu de s'améliorer. De même, les infrastructures demeurent insuffisantes. La situation sanitaire est très préoccupante .

Tout ceci justifie à lui seul un effort majeur de la communauté internationale.

1.3 - Une troisième raison d'aborder le NEPAD au G8 d'Evian est celle de la proximité entre la France et l'Union européenne d'une part, et l'Afrique d'autre part. Nous sommes géographiquement proches, nous avons un passé commun qui alimente un sentiment de co-responsabilité vis-à-vis du développement de ce continent. L'Europe ne peut aller bien si l'Afrique va mal.

2 - Comment le G8 peut-il contribuer à la mise en œuvre du NEPAD et à la réalisation des infrastructures, si essentielles pour le

développement et la croissance en Afrique ?

2.1 - La France a proposé quatre thèmes prioritaires de travail pour l'ensemble des travaux du G8 correspondants aux préoccupations du NEPAD. Ce sont la " Solidarité ", la " Responsabilité ", la " Sécurité " et la " Démocratie ". Chacun d'eux concerne au premier chef les infrastructures.

Il n'y a pas d'infrastructures sans :

- Solidarité, c'est-à-dire des moyens
- Responsabilité, c'est-à-dire de la transparence et de la bonne gestion
- Sécurité, c'est-à-dire un climat de confiance
- Démocratie, c'est-à-dire avec la participation des populations concernées.

2.1.1 Solidarité

Le premier de ces quatre thèmes, la Solidarité est particulièrement centré sur l'Afrique et le NEPAD. Un certain nombre d'initiatives concrètes ont déjà été annoncées sous ce chapitre, dont je prendrai deux exemples :

Exemple 1 - La hausse de l'aide publique au développement (APD). Plusieurs pays membres du G8 se sont engagés à augmenter leur budget annuel d'APD. C'est un renversement de la tendance des dernières années qu'il convient de confirmer. Nous voulons que le G8 aille dans ce sens.

Exemple 2 - Le Président CHIRAC a annoncé le 20 février, lors du Sommet France-Afrique, une grande initiative de soutien commercial aux produits africains autour des 3 thèmes suivants :

1. un moratoire sur toutes les formes de soutien à l'exportation de produits agricoles vers l'Afrique (en vue de parvenir à leur suppression à l'OMC), y compris l'aide alimentaire à des fins commerciales et les crédits à l'exportation.
2. L'obtention d'un " traitement commercial privilégié pour l'Afrique sur une base durable ". Il s'agit de simplifier, d'unifier et de pérenniser les divers régimes préférentiels accordés à l'Afrique en s'alignant sur le plus favorable.
3. La recherche d'une moindre vulnérabilité des producteurs les plus pauvres aux variations de cours des matières premières (par exemple : l'ajustement de l'aide aux fluctuations des prix des matières premières, une assurance et une couverture financière contre la volatilité des prix, etc.)

Cette initiative, officiellement soutenue par la Commission Européenne, est actuellement examinée au sein de l'OMC. La France souhaite la faire reconnaître comme une priorité africaine par nos partenaires du G8.

2.1.2 Responsabilité :

Le G8 devra rappeler l'éthique commune qui doit s'imposer à tous les acteurs de la mondialisation. Cela concerne les entreprises :

gouvernance d'entreprise, conflits d'intérêt, responsabilité sociale, responsabilité environnementale. Cela concerne aussi les autorités publiques : lutte contre la corruption, transparence des transactions dans la gestion des ressources naturelles. Comment faire entrer ce principe de responsabilité dans la réalité ? Quelles propositions concrètes ont-elles été mises sur la table ? Là encore, je ne prendrai que 4 exemples :

Exemple 1 - La question de la gestion de l'eau. L'eau est un bien commun qui doit être géré dans cet esprit, au niveau local approprié, avec transparence c'est à dire avec la participation des populations concernées. Cela a été affirmé lors du 3e Forum Mondial de l'Eau à Kyoto. L'examen du rapport CAMDESSUS à l'occasion du G8 d'Evian permettra de revenir sur ce thème essentiel.

Exemple 2 - La relation entre infrastructures et responsabilité régionale. La réalisation d'infrastructures sera d'autant plus facile à étudier par les bailleurs qu'il y aura cohérence et clarté du côté des demandeurs africains. Les pays africains doivent s'entendre sur des projets prioritaires. La Banque africaine de développement (BAD) a sélectionné une liste de 39 projets. Elle prépare également un plan stratégique. Celui-ci doit être validé politiquement par le NEPAD. Cette vision africaine permettra d'articuler les stratégies régionales et sectorielles qui deviendront une référence pour l'ensemble des acteurs.

Exemple 3 - Le mécanisme d'examen par les pairs. Dix pays africains sur les vingt du comité de mise en œuvre du NEPAD se sont engagés dans cette voie. L'adhésion à ce mécanisme se fait sur une base volontaire et ne comporte pas de conditionnalité. L'objectif est d'échanger les expériences entre pays. Les membres du G8 pourraient soutenir ce processus en associant les pays africains à l'examen, au sein du CAD de l'OCDE, de leur propre politique d'aide au développement. La France y est prête.

Exemple 4 - La France proposera au G8 de soutenir l'initiative " Publish what you pay ! ".

2.1.3 La Sécurité :

La sécurité mondiale passe par la lutte contre le terrorisme et contre la prolifération des armes de destruction massive. Sans stabilisation de l'environnement, l'investissement n'est pas possible. Là encore, la confiance est indispensable pour créer et faire fonctionner les infrastructures.

2.1.4 La Démocratie :

L'idéal de bonne gouvernance implique le dialogue entre l'Etat et la société civile, comme entre les Etats eux-mêmes, notamment entre les membres du G8 et leurs homologues africains.

Le NEPAD offre une capacité exemplaire de réduction des divisions politiques, de dialogue entre les acteurs concernés, de renforcement de la confiance, notamment des acteurs du secteur privé.

La mise en avant de la notion de gouvernance est essentielle dans le domaine des infrastructures qui ont besoin d'une gestion et d'un cadre administratif et politique permettant la transparence et la participation, c'est-à-dire la démocratie.

3 - Comment la France, de son côté, peut-elle contribuer aux initiatives de soutien du G8 au NEPAD?

Je rappelle que dans le processus initié à Okinawa, la France a joué à chaque étape un rôle de soutien.

Les initiatives du Président ont été suivies de mesures concrètes :

Exemple 1 - Accroissement de l'APD : La France consacre 60% de son aide bilatérale à l'Afrique. Elle s'est engagée à augmenter de 50% son budget annuel d'aide en 5 ans. Il passera de 0,31 % de son PIB (le plus fort pourcentage des pays du G8) en 2001, à 0,50 % en 2007, puis à 0,70% en 2012.

Exemple 2 - Un accord de coopération a été signé à Tokyo le 17 mars 2003, entre la banque japonaise JBIC et l'Agence française de développement (AFD) pour coordonner leurs activités, notamment dans le financement des infrastructures. Cet accord pourrait s'étendre à terme à la KFW allemande.

Par ailleurs, la France en tant que présidente du G8, souhaite proposer quelques priorités en matière d'infrastructures.

Elle souhaite présenter à Evian plusieurs projet exemplaires d'infrastructures à caractère régional ou sous-régional, sur la base des propositions réunies par la Banque Africaine de Développement (BAD). Trois projets ont déjà été étudiés lors de la réunion des agences d'aide au développement organisée par l'Agence Française de Développement en mars 2003 sur le thème " Les infrastructures au cœur du NEPAD) : 1/ le " West Africa Power Pool " présenté par la Banque Mondiale ; 2/ le Bassin du Niger par la France ; 3/ MOTRACO par la Banque Européenne d'Investissement.

Une autre priorité française concernera le financement du NEPAD et des infrastructures. Il faut trouver des solutions pour que les financements publics soient adaptés aux projets du NEPAD, et que la couverture des risques pour les investisseurs privés en Afrique soit améliorée. La France encouragera lors du G8 d'Evian une réflexion sur l'adaptation des pratiques des bailleurs aux objectifs du NEPAD, notamment dans le domaine des infrastructures. Les bailleurs pourraient par exemple, mieux prendre en compte le secteur financier local comme acteur à part entière du financement des infrastructures ; mettre l'accent sur la viabilité financière des projets (la tarification étant à cet égard le facteur clé) ; utiliser la gamme la plus large possible des instruments financiers à leur disposition (aide budgétaire, projets, approches sectorielles, fonds, assistance technique), etc.

En conclusion,

Dans un monde marqué par l'incertitude, la France est consciente qu'une forte volonté politique peut changer le cours des choses. Rien n'est écrit.

S'agissant de l'Afrique, nous pourrions nous résigner à la situation actuelle. C'est le choix inverse qui a été retenu. Une volonté politique très forte s'exprime aujourd'hui de toutes parts pour se dresser contre la pauvreté et l'injustice. Veillons à ne pas la laisser retomber.

C'est l'affaire du G8 et de l'ensemble de la communauté internationale. Je puis vous assurer que la France fera tout ce qui est en son pouvoir pour que cette ardeur ne diminue pas et se poursuive à la TICAD III.

C'est l'affaire des pays africains eux-mêmes. Cette réunion qui est organisée aujourd'hui à Tokyo par les ambassadeurs africains en présence du président Wade - qui est l'un des 5 initiateurs du NEPAD - montre à quel point l'Afrique est mobilisée pour assurer la "renaissance africaine"
